

Sus au tabou des importations parallèles!

MÉDICAMENTS Le vice-président du PLR Philippe Nantermod a déjà remporté deux victoires face à l'industrie pharmaceutique. Mais la bataille s'annonce plus rude au Conseil des Etats, qui entame ses travaux sur le prix de référence des génériques

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

Jusqu'ici, cela avait toujours été un tabou: impossible, au pays de l'industrie pharmaceutique, d'imposer les importations parallèles de médicaments, ces produits homologués par l'Agence européenne des médicaments mais pas par Swissmedic et contournant les importateurs officiels. C'est pourtant ce qu'est en train de réussir Philippe Nantermod (PLR/VS), qui y décèle un potentiel d'économies de 100 millions. Après avoir remporté deux victoires au Conseil national, il doit encore franchir l'écueil du Conseil des Etats, dont la Commission de santé (CSSS) siège en début de semaine prochaine.

En 2008, une exception pour la pharma

Du 12 au 14 avril, cette commission s'attaque au deuxième volet d'un paquet de mesures visant à freiner les coûts de la santé. Au menu, le prix de référence des médicaments génériques que veut introduire le conseiller fédéral Alain Berset, une réforme qui pourtant a fait naufrage au Conseil national. Le 29 octobre dernier, celui-ci avait préféré un contre-projet dans lequel figuraient, à la surprise générale des observateurs, les importations parallèles de génériques. Même s'il est possible que la CSSS du Sénat n'ait pas le temps d'aborder ce sujet en détail cette semaine, une chose est sûre: ses 13 membres subissent un lobbyisme très offensif de part et d'autre.

Les importations parallèles avaient jusqu'ici toujours été un sujet tabou en Suisse. En 2008, lorsqu'il avait traité de la loi sur les entraves au commerce ouvrant la voie aux importations parallèles, le parlement avait consenti à faire une exception pour les médicaments. Mais depuis, les coûts de la santé n'ont cessé de grimper, et ce tabou vacille plus que jamais, même si Philippe Nantermod n'y a pas vraiment cru lorsqu'il s'est



Philippe Nantermod a noué une alliance regroupant les deux faitières des assurances maladie Santésuisse et Curafutura, celle des hôpitaux H+, la Fédération romande des consommateurs et celle des patients. (ANTHONY ANEXI/KEYSTONE)

lancé dans ce combat pour un libéralisme assumé jusqu'au bout.

«J'ai pensé que j'avais une chance sur dix de gagner, compte tenu de l'opposition de l'industrie pharmaceutique et du Conseil fédéral. J'ai dû faire face à un lobbyisme très agressif de la pharma», témoigne-t-il, sans entrer dans les détails. Personne ne veut le confirmer au PLR, mais cette industrie a, paraît-il, exercé une forte pression sur la tête du parti pour qu'elle revienne sur sa décision de soutenir son vice-président.

Philippe Nantermod a attaqué tous azimuts. Il l'a fait dans le cadre du débat sur le prix de référence des médicaments gé-

«J'ai pensé que j'avais une chance sur dix de gagner, compte tenu de l'opposition de l'industrie pharmaceutique et du Conseil fédéral»

PHILIPPE NANTERMOD

riques, censé permettre des économies de 400 millions de francs. Trouvant le projet trop complexe à mettre en œuvre, il s'est rallié à un contre-projet à condition de faire passer les importations parallèles en modifiant deux lois, celle sur les entraves au commerce d'une part, et celle sur les produits thérapeutiques d'autre part. Il a gagné une première fois au Conseil national. Mais il a aussi lancé une motion qui, elle, ouvre les importations à tous les médicaments. Nouveau succès le 10 mars dernier sur un score sans appel de 137 voix à 33. Tous les partis l'ont largement soutenu, sauf Le Centre. Le PLR

a voté très compact. A noter que la présidente, Petra Gössi, était absente pour cause de perfectionnement professionnel et que le chef de groupe, Beat Walti, s'est abstenu.

Au Conseil des Etats, la bataille sera nettement plus rude. Les deux camps se sont fendus d'une lettre aux membres de la CSSS. L'industrie pharmaceutique, représentée par Interpharma et Intergerika, a averti des dangers d'une telle démarche pour l'approvisionnement du pays. «Avec les importations parallèles, il devient impossible de garantir l'ensemble des réserves de médicaments. Les importateurs peuvent déci-

der à tout moment de se retirer d'un marché jugé peu attractif», explique Cécile Rivière, responsable romande d'Interpharma. Autre risque, celui de la sécurité des patients. «En contournant l'autorité de contrôle de Swissmedic, les importations parallèles ouvrent la porte à des contrefaçons pouvant engendrer des coûts supplémentaires considérables pour le système de santé», ajoute-t-elle.

Des exemples dans d'autres secteurs sensibles

Philippe Nantermod a pour sa part noué une alliance regroupant les deux faitières des assurances maladie Santésuisse et Curafutura, celle des hôpitaux H+, la Fédération romande des consommateurs et celle des patients. Santésuisse réfute les arguments de l'industrie pharmaceutique. «Grâce aux importations parallèles et à la multiplication des canaux de fournisseurs, la sécurité d'approvisionnement de la Suisse serait renforcée», relève son porte-parole, Christophe Kaempf. La pandémie de Covid-19 a d'ailleurs démontré qu'un marché verrouillé, aux mains de quelques importateurs, ne garantissait pas une livraison de médicaments sûre à 100%. Quant à la sécurité des patients, Santésuisse précise que l'autorité de validation Swissmedic conserve le droit d'interdire un médicament problématique. «Les exemples d'importations dans d'autres secteurs sensibles comme la chimie et les matériaux de construction montrent qu'il est possible de stimuler une saine concurrence sans mettre en danger la santé de la population», ajoute Christophe Kaempf.

Contactés par *Le Temps*, les membres de la CSSS du Conseil des Etats ne dévoilent encore rien de leurs intentions. «Face aux coûts de la santé qui explosent, aucun sujet ne doit être tabou», déclare Erich Ettl (Le Centre/OW). «Mais il faut absolument s'assurer de la qualité de ces médicaments.» ■

«Le terrain de jeu du virus est encore grand»

CORONAVIRUS L'épidémiologiste Didier Pittet tire de nouveau la sonnette d'alarme: une troisième vague menace la Suisse. Pour l'éviter, il faudrait, selon lui, vacciner davantage, tester plus et renforcer les gestes barrières

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN LECOMTE
@chrislec25

Les infections au Covid-19 repartent à la hausse en Suisse. Le pays pourrait être au début d'une nouvelle vague, bien supérieure aux précédentes, prévient l'épidémiologiste aux Hôpitaux universitaires genevois (HUG) Didier Pittet.

Le nombre quotidien d'infections est de nouveau à la hausse. Un motif d'inquiétude? Nous sommes probablement au pied de la troisième vague que subissent déjà nos voisins. A Genève, l'incidence hebdomadaire de cas positifs a augmenté régulièrement ces quatre dernières semaines, pour atteindre plus de 200 pour 100 000 habitants. Aux HUG, le nombre des patients aigus est passé avant et après le week-end de Pâques de 70 à 107. Cela nous a obligés à ouvrir la dernière des unités des-

tinées au covid. Des unités non-covid devront être transformées en covid pour garder un peu d'avance sur cette très probable troisième vague, qui sera plus haute que les deux précédentes si nous n'adaptions pas nos comportements.

Quelles explications à cette reprise de la pandémie? Le variant britannique est plus transmissible et plus virulent. Il provoque désormais la quasi-totalité des nouvelles infections. Mais je déplore un relâchement coupable. Je citerai la fête foraine autorisée à se dérouler à Genève, les effusions de joie à Moutier et la campagne de vaccination qui a respecté une «pause» pascale pour le moins mal venue. La Suisse s'endort alors qu'elle devrait être plus que jamais en éveil. Nous avons connu ce type de relâchement l'été dernier, avec les conséquences que l'on sait. Rappelons qu'aucun virus, mutant ou pas, ne résiste à la distanciation physique et à l'hygiène des mains.

Selon l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), les patients hospitalisés sont plus jeunes que lors de la première et de la deuxième vague... La moyenne d'âge des

malades est nettement plus basse en raison du taux de vaccination des plus de 75 ans, passé à 70%, et de la contagiosité plus grande du variant britannique. Nous sommes sur un plateau hyper-endémique et de plus en plus de jeunes vont être malheureusement hospitalisés, y compris sans comorbidités.

Vous jugez qu'une fermeture des écoles s'impose? Non, car les enfants ne sont pas le réservoir de l'épidémie mais reflètent sa progression. Et l'enseignement est capital pour le futur de tous. Sans compter l'impact social dramatique. Je préconise davantage de contrôles sanitaires, des tests systématiques, des mises en quarantaine des élèves ou des classes en cas de cluster. Il faut savoir ceci: combien de litres de solution hydroalcoolique une école consomme-t-elle par semaine? Quid du respect de la distance physique entre élèves mais aussi entre profs et élèves?

Et en ce qui concerne les milieux professionnels, où la population est souvent jeune? Le télétravail est la mesure la plus efficace. Dans les magasins, il faut imposer des



DIDIER PITTET
ÉPIDÉMIOLOGISTE

«La Suisse s'endort alors qu'elle devrait être plus que jamais en éveil»

vigiles car les consignes ne sont pas respectées en leur absence. Le port du masque est vérifiable, mais pas le nettoyage des mains. Dans les transports publics, du gel hydroalcoolique doit être proposé. Cela a été recommandé l'an passé, mais maintenant il faut vraiment le faire. Pour les réunions intérieures, il faudra peut-être revenir à un maximum de 5 personnes. En extérieur, 10 personnes et installer des brigades sanitaires afin de disperser les rassemblements trop importants. Il y va du civisme

de chacun d'aller se faire tester au retour des vacances.

Angoissant, tout cela. Nous avons l'impression de revenir un an en arrière... Tenir encore au moins un mois. Il faut idéalement arriver à 80% d'immunité dans la population suisse. Nous en sommes loin, 15% des individus ont déjà été en contact avec le virus et ont fabriqué des anticorps et seuls 7% sont complètement vaccinés. Au total, 20% sont protégés. Le terrain de jeu du virus est encore grand. Il faut donc miser sur la vaccination, qui sera notre bataille dans les mois à venir. Chaque personne vaccinée est une occasion de moins pour le virus de se reproduire et de développer des mutants. A Genève, un «vaccinodrome» va ouvrir le 19 avril à Palexpo pour les plus de 50 ans, voilà une bonne chose qui va prévenir une quatrième vague.

Que pensez-vous des autotests désormais proposés en pharmacie? C'est une excellente initiative et un outil de plus. Mais ils ne remplacent pas les tests diagnostiques dans les centres. Si le test est négatif, on peut se rendre à une réunion de travail ou voir des amis

en respectant les gestes barrières. Mais le résultat n'est valable que le jour même. S'il est positif, quarantaine et test PCR s'imposent. Nous ne testons pas assez en Suisse. Pour chaque nouveau cas identifié, nous en manquons au moins deux autres.

Emmanuel Macron vous a demandé de diriger la mission d'évaluation de la crise sanitaire en France. Un premier rapport a été publié. Pour quand le deuxième? Il a demandé une analyse de la deuxième vague. Les conclusions seront rendues fin avril, l'échéance étant liée au fait que ce rapport sera la contribution à une demande de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). ■

Tests PCR périmés

Au printemps 2020, l'armée a acheté des tests PCR sur mandat de l'OFSP. La plupart d'entre eux avaient une date de péremption en mars et avril de cette année. Selon la *NZZ am Sonntag*, la Confédération se retrouve aujourd'hui avec 740 000 tests périmés, dont le coût s'élève à 13,7 millions de francs. ■ AT5